

Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)

Sommaire

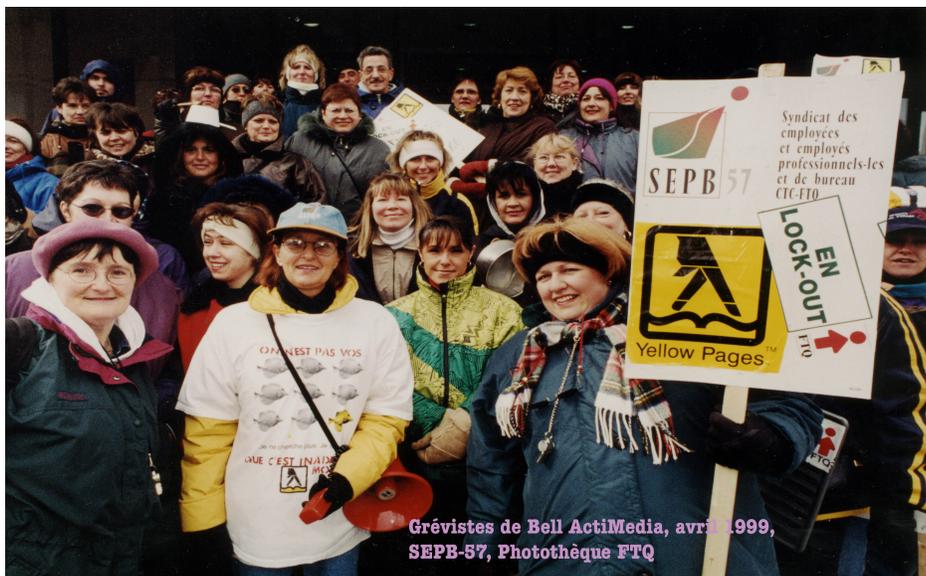
Note de lecture : Les syndicats québécois et l'environnement (1945-1972) p. 2

Vient de paraître : L'histoire de Québec-Pressé p. 3

Jacques Keable : ce que j'ai trouvé dans les archives de Québec-Pressé p. 3

Le Syndicat des employés professionnels et de bureau (SEPB) : l'histoire d'une « canadianisation » p. 4

le Bulletin du CHAT



Grévistes de Bell ActiMedia, avril 1999, SEPB-57, Photothèque FTQ

Prochain Bulletin du RCHTQ

Le prochain Bulletin du Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec (RCHTQ), vol. 40, no 1 (99) contient des articles sur l'histoire des luttes syndicales au port de Montréal entre 1960 et 1975 (E. Martel), les lois spéciales de retour au travail (Y. Perrier) et la biographie de Edmond Fournier, charpentier-menuisier à Montréal (1876-1946) (L. Fournier).

Traitement d'archives

Marie-Ève Desjardins, en voie de terminer un certificat en gestion des documents et des archives effectuera son stage au CHAT. Détentricrice d'un bacc. en communication, politique et société (UQAM), elle effectuera le traitement et la rédaction d'un instrument de recherche de trois fonds d'archives syndicales acquis par le CHAT en 2014 : Syndicat des journalistes de Montréal (section La Presse) ; Syndicat général des communications (section La Presse), FNC-CSN : 1953-1978; Fonds Comité intersyndical du Montréal Métropolitain (CIMM) : 1972-2010.

UN SOUTIEN FINANCIER TRÈS APPRÉCIÉ

Pour la deuxième année, la Caisse d'Économie Desjardins des Travailleurs Unis accorde son appui financier au CHAT. L'année dernière, la caisse avait octroyé un don de 15,000\$ à notre organisme en phase de démarrage. La Caisse est issue de la fusion de plusieurs caisses d'économie de travailleurs et travailleuses affiliés à la FTQ.

L'institution financière réitère son engagement avec une somme équivalente qui nous sera d'un grand apport dans le développement de nos activités. Grâce à cet appui, un plus grand nombre de fonds d'archives pourront être traités, notamment ceux d'organismes d'aide aux travailleurs ou de syndicats qui n'auraient pas les moyens d'en défrayer les coûts. Nous pourrions aussi accueillir et traiter des fonds individuels de syndicalistes.

Le CHAT recherche des documents relatant l'histoire des syndicats

Le Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT) se consacre à la préservation de la mémoire des syndicats québécois, menacée en l'absence d'une intervention concertée. Il a pour mission de sensibiliser et de soutenir les syndicats dans la conservation et le traitement de leurs archives. L'histoire collective est construite à l'aide des archives et est essentielle pour soutenir la relève syndicale.

Le CHAT veut créer des outils pour stimuler la production de documents sur l'histoire des syndicats. Une première étape sera réalisée en collectant des publications relatant déjà l'histoire des syndicats locaux ou nationaux.

Le CHAT est à la recherche de tous les types de documents relatant l'histoire des syndicats : ouvrage, monographie, brochure, journal, livret, cahier, plaquette, feuillet, dépliant... et aussi cassette audio et vidéo.

Communiquez avec le CHAT :
archivesdutravail@gmail.com

Les syndicats québécois et l'environnement (1945-1972)

Dans sa dernière parution (hiver 2015), le *Bulletin d'histoire politique* fait paraître un dossier sur le militantisme environnemental au Québec. Dans un des articles, Renaud Bécot, doctorant en histoire au Centre Maurice Halbwachs (EHESS), relate l'évolution de la pensée et des actions des syndicalistes devant les enjeux environnementaux depuis les années d'après-guerre.

Au cours des décennies 40 et 50, trois enjeux préoccupent les organisations syndicales : 1) les dispositifs de santé au travail visant à exercer un contrôle plus fort sur les substances toxiques; 2) la gestion des ressources naturelles; 3) l'aménagement urbain.

Les demandes de syndicalistes concernent par exemple la préservation d'espaces verts dans des municipalités qui « constituent parfois des filtres face aux nuisances industrielles » ou comme à Saint-Jean-sur-Richelieu la plantation d'une haie autour de la Fonderie Paquette (p. 51). La cohabitation croissante des zones industrielles et résidentielles engendre de telles demandes.

L'intervention environnementale du mouvement syndical s'affirme aussi dans son approche favorable dans la gestion des ressources naturelles. Une préoccupation majeure est le reboisement des forêts pouvant permettre le maintien des emplois. La pensée sociale de l'Église nourrit cette approche. Dans une lettre pastorale (1948), l'évêque du diocèse du Golfe Saint-Laurent, Napoléon-Alexandre Labrie, déplore « à la fois la destruction des forêts et la dévalorisation de la profession de bûcheron, proposant de nouer un lien étroit entre l'exploitation du travail et celle de l'environnement » (p. 53).

Au tournant de 1960

Au tournant des années 60, la pollution devient l'objet de débats dans des congrès syndicaux. Le Syndicat national des employés de l'aluminium d'Arvida (CTCC) alerte l'Alcan à propos du problème de pollution atmosphérique. L'intervention syndicale se prolonge sur la scène municipale pour contraindre l'industrie à adopter des dispositifs de dépollution : « Dans la mesure où Arvida fut bâtie autour de l'activité industrielle, les aspirations syndicales débordent rapidement le lieu de travail et acquièrent une dimension politique » (p.54).

Si les syndicats obtiennent des mesures efficaces d'hygiène industrielle à l'intérieur des usines (p.55), des syndicalistes constatent les limites de l'action syndicale quand il s'agit

d'améliorer la qualité de l'environnement à l'extérieur du lieu de travail.

Les grandes mobilisations des mouvements sociaux des années 60 engendrent à la CSN un brouillage de la « frontière traditionnelle de l'action syndicale » (p. 58). L'ouverture par la centrale syndicale d'un « deuxième front » (Congrès de la CSN, 1968) amène des propositions sur les enjeux environnementaux que les conseils centraux vont s'approprier.

L'auteur affirme que les recherches dans les archives syndicales traduisent trois types de conflits : 1) une « série de mobilisations cible progressivement les pollutions comme un symptôme de dynamiques de production et de consommation plus vastes »; 2) « plusieurs luttes se déroulent en contexte urbain, afin d'empêcher la construction d'infrastructures (autoroutes, etc.) perçues comme des facteurs de dégradations environnementales »; 3) plusieurs combats sont menés en milieu rural afin de rendre accessibles d'anciennes concessions privées, à des fins récréatives » (p. 57).

En matière de pollution, au terme d'un colloque sur l'aménagement du territoire (1969), les participants de la FTQ suggèrent la formation de « commissions d'enquêtes gouvernementales sur les pollutions » tandis que la CSN réclame un « comité permanent de veille face aux pollutions » qui serait « plus sensible aux problèmes de la pollution dans les usines et plus généralement dans l'environnement ».

Au long des années 60, les problèmes environnementaux sont présentés plus comme des enjeux politiques que scientifiques. Les rapports avec les scientifiques demeurent timides. À partir des années 70, les syndicats s'ouvrent graduellement aux expertises scientifiques pour mener leurs actions syndicales.

Renaud Bécot, Aux racines de l'action environnementale du mouvement syndical québécois (1945-1972), *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, no 2, hiver 2015.

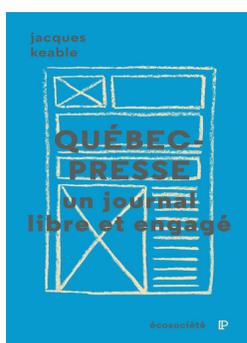
Autres titres du dossier

1. Valérie Poirier et Stéphane Savard : Le militantisme environnemental au Québec, ou comment l'environnement est devenu un enjeu politique;
2. René Audet : Frère Marie-Victorin, environnementaliste;
3. Valérie Poirier : « L'autoroute est-ouest, c'est pas le progrès ! » : environnement et mobilisation citoyenne en opposition au projet d'autoroute est-ouest à Montréal en 1971;
4. Daniel Ross : « Vive la vélorution ! » : Le Monde à bicyclette et les origines du mouvement cycliste à Montréal, 1975-1980;
5. Jean-Guy Vaillancourt : Le mouvement vert au Québec : une perspective historique et sociologique.

L'histoire de Québec-Presse racontée par un de ses artisans

par Jacques Desmarais

Jacques Keable a été journaliste et membre du comité de rédaction de Québec-Presse et il a relevé un défi inédit à ce jour : relater les circonstances qui ont mené à la naissance de Québec-Presse, les événements qui ont marqué la vie de ce journal et les conditions qui expliquent sa désolante disparition.



Durant cinq ans (1969-1974), les classes populaires, les syndicats et les indépendantistes ont eu un journal qui les avaient à cœur et qui ne craignait pas d'être progressiste à chaque semaine. Il n'était manifestement pas « neutre », ni « objectif », il était « engagé ». Il disait les choses en toute indépendance journalistique, ce qui d'ailleurs n'a pas fait que des heureux chez certaines directions syndicales parfois critiquées ainsi que parmi des directions d'organes de presse embarrassées par cette façon de faire autrement.

L'auteur a été un artisan de cette expérience rebelle et il nous rappelle des segments majeurs de cette période : la crise d'Octobre 1970, le Front commun intersyndical de 1972, les luttes féministes, la défense de la langue française, la pollution de l'environnement ou la corruption dans le monde municipal.

Une section de 32 pages de photos d'archives, principalement des pages du journal, permet de visualiser son impact sur « l'opinion publique » d'alors.

L'ouvrage expose l'ensemble des facteurs qui, à ses yeux, permettent de comprendre pourquoi la « pérennité » de Québec-Presse n'a pu être assurée.

En guise de conclusion, « près d'un demi-siècle plus tard », Jacques Keable propose une réflexion opportune sur la réalité contemporaine des médias (concentration et montée de la pige chez ses artisans) et les conditions requises pour tenter à nouveau une expérience comme celle de Québec-Presse.

Un bouquin à lire pour son portrait saisissant et perspicace d'une entreprise alors essentielle et encore, hélas, irremplacée.

Jacques Keable, *Québec-Presse : un journal libre et engagé (1969-1974)*, Montréal : Les Éditions Écosociété, 2015, 170 p.

Jacques Keable : ce que j'ai trouvé dans les archives de Québec-Presse

Le mot *archives* sonne « vieilles affaires »! En réalité, ce sont de fabuleuses, vivantes et instructives boîtes à surprises! Un jour que j'y cherchais, pour mon histoire du journal Québec-Presse, un texte que je n'y ai pas trouvé, je suis tombé, par un pur et merveilleux hasard, sur 100 fois mieux : un texte inédit de nul autre que Pierre Vadeboncoeur! Richesse secrète et trop méconnue des archives! Sur trois pages et en 19 «Notes» datées de 1969, Vadeboncoeur traçait brillamment le brouillon de ce qui allait devenir, après débats, la *Déclaration de principes* du journal. Un texte qui allait guider la vie de cet hebdomadaire très singulier, tout à la fois *engagé*, puisque officiellement syndical et indépendantiste, et néanmoins pleinement « libre » et critique face au mouvement syndical et au mouvement indépendantiste.

P.S. Au plaisir considérable de dénicher, parmi tant de vieux papiers jaunis, une perle inattendue, s'ajoute en l'occurrence celui de se retrouver, rue Viger, aux Archives nationales du Québec, un lieu magique et inspirant, qui, à lui seul, vaut le déplacement.

Une assistante de recherche au CHAT pour l'été

Grâce à l'appui financier du Fonds étudiant Solidarité travail du Québec mis en place par le Fonds de solidarité FTQ, une étudiante en fin de 2^e cycle (maîtrise en histoire) à l'UQAM, Amélie Roy-Bergeron, a été embauchée pour effectuer cet été des travaux de recherche au CHAT. Les tâches prévues comprennent 1) la mise à jour de l'inventaire des fonds d'archives syndicaux recueillis par les institutions d'archives depuis l'inventaire réalisé en 2013 (Rapport Couture, CHAT); la mise en œuvre d'un répertoire des documents relatant l'histoire des syndicats produites par les syndicats et des syndicalistes eux-mêmes ainsi que des sites WEB des syndicats exposant des pans de leur histoire.

Le SEPB : l'histoire d'une « canadianisation »

par André Leclerc

Depuis une quarantaine d'années, un important mouvement de « canadianisation » s'est amorcé dans le mouvement syndical. Un grand nombre de syndicats nord-américains, dits syndicats internationaux, ont vu leurs adhérents canadiens former leur propre organisation. Ces syndicats sont membres du Congrès du travail du Canada qui représente aussi les membres canadiens des syndicats internationaux. Les sections locales québécoises de tous ces syndicats canadiens et internationaux sont affiliées à la FTQ.



L'un des derniers « syndicats internationaux » affectés par une telle rupture est le Syndicat international des employés professionnels et de bureau (SIEPB) dont les membres canadiens ont formé le Syndicat des employés professionnels et de bureau (SEPB). Officiellement annoncée quelques mois plus tôt, lors du congrès international tenu à Miami, la fondation officielle du syndicat canadien eut lieu à Toronto en novembre 2004.

Pour commémorer cet évènement historique, le SEPB a publié cette année un ouvrage relatant la naissance conflictuelle du syndicat¹. On y lit les péripéties entourant les contestations légales de la direction internationale du syndicat. Finalement, de guerre lasse, cette dernière a conclu une entente avec sa vis-à-vis canadienne, reconnaissant la légitimité du syndicat canadien en août 2007. Le document rappelle que cette « canadianisation » était le résultat d'un long processus. Dès 1947, l'un de ses dirigeants canadiens « Marcel Francq, petit-fils de Gustave Francq² (...) réclama du syndicat international la création d'un

poste de vice-président canadien » au sein du comité exécutif nord-américain, un poste créé deux ans plus tard. D'autres revendications d'autonomie s'exprimèrent tout au long de l'histoire du syndicat. En 1974, l'Union internationale reconnaissait le droit à l'autonomie de ses sections canadiennes, un droit effectivement invoqué par les membres canadiens 30 ans plus tard.

L'Union internationale des employés professionnels de bureau (UIEPB) créée aux États-Unis d'Amérique au début des années 1940³ a commencé à recruter des membres à Vancouver et à Montréal pendant la Seconde guerre mondiale. La première section québécoise du syndicat, la section locale 57, a vu le jour en 1945. À l'origine, le syndicat recrutait principalement les travailleurs et travailleuses de bureau des usines où étaient implantés des syndicats internationaux.

C'est au Québec que le syndicat fit une percée historique en 1967, en recrutant les employé(e)s de la Banque d'Épargne et de Crédit de la Cité et du District de Montréal, aujourd'hui Banque Laurentienne. Le syndicat s'implanta à Gaz Métro et chez l'éditeur des Pages Jaunes. À la fin des années 70 et au début des années 80, il allait devenir la principale organisation syndicale représentant les salariés des caisses populaires et des institutions du Mouvement Desjardins. Grâce à ces percées, c'est au Québec que le SEPB réunit plus de la moitié de ses membres.

¹ Philippe Bélisle, *COPE SEPB, Né aux États-Unis, l'histoire de notre syndicat canadien*, COPESEPB, Montréal, 2015.

² Fondateur en 1916 du journal *le Monde ouvrier*, aujourd'hui organe officiel de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec. Gustave Francq fut aussi le premier secrétaire de la Fédération provinciale du travail du Québec (FPTQ), qui est, avec la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ), l'ancêtre de la FTQ.

³ À l'origine, aux É.-U., c'est le mot « Union », plutôt que « Syndicat » qui désignait l'organisation. À la demande des syndiqués québécois, ce mot fut remplacé par « Syndicat ».

Philippe Bélisle, *COPE SEPB, Né aux États-Unis, l'histoire de notre syndicat canadien*, COPESEPB, Montréal, 2015.

le Bulletin du CHAT
responsable : Gilles Léveillé
collaboration : Jacques Desmarais
Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)
2350 av. De La Salle
(514) 599-2010
www.archivesdutravail.quebec